

NE PAS PUBLIER AVANT  
18:30 HEURES LE 13 AVRIL 1972

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



TEXTE D'UN INTERVIEW TÉLÉVISÉ  
ACCORDÉ À M. IRVING LEVINE, NBC,  
PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE MITCHELL SHARP.

---

- Reporter: M. Sharp, qu'attendez-vous de la visite de M. Nixon?
- M. Sharp: Cette visite démontre d'abord l'importance que le Canada et les Etats-Unis attachent l'un à l'autre. Elle a un caractère protocolaire tout en visant à l'examen des questions de fond, mais elle est avant tout, je crois, une indication des importants rapports que nos deux pays entretiennent l'un avec l'autre.
- Reporter: Quelle a été la cause de la détérioration des relations canado-américaines?
- M. Sharp: Je ne pense pas pouvoir accepter le mot de "détérioration". Il est intéressant que nos deux pays aient suivi des politiques plutôt parallèles au cours des trois ou quatre dernières années, soit depuis que M. Nixon est devenu président des Etats-Unis et que M. Trudeau a assumé ses fonctions de premier ministre. Il y a une très grande similitude, par exemple, entre la doctrine de M. Nixon et la doctrine de M. Trudeau. Nous avons estimé, et les Etats-Unis ont estimé que le moment était venu de répartir de nouveau les fardeaux de la défense, etc. Nous avons également dit, tout comme le président Nixon, que nous allions limiter nos engagements en fonction de notre capacité et les exécuter. Je ne pense donc pas qu'il y ait eu une détérioration de nos rapports. Je pense que la nature des relations qui existent entre le Canada et les Etats-Unis fait maintenant l'objet d'une évaluation plus réaliste, et est mieux comprise qu'auparavant. Je crois par conséquent que les relations entre nos deux pays sont placées sur une base très saine.
- Reporter: Cette prise de conscience plus réaliste des relations qui existent entre les deux pays implique-t-elle une plus grande indépendance pour le Canada?
- M. Sharp: Oui, je crois qu'il se manifeste de plus en plus au Canada un sentiment, un esprit national, accompagné d'un sentiment d'indépendance ou peut-être de la conscience du fait que nous avons à jouer, par rapport aux Etats-Unis et par rapport au reste du monde, un rôle différent de celui des autres pays. Non que ce rôle soit différent particulièrement de celui des Etats-Unis, mais qu'il s'agisse d'un rôle unique

correspondant à un genre unique de pays. Ce que nous avons fait sur le plan de notre politique étrangère, par exemple, c'est d'essayer de donner à l'étranger une image exacte de notre propre nature. A l'encontre des Etats-Unis, nous sommes un pays bilingue. Nous nous donnons donc du mal, sur le plan des relations étrangères, pour projeter ce caractère bilingue dans nos relations avec d'autres pays. Nous sommes un pays qui touche à l'Arctique, à l'Atlantique et au Pacifique. Nous sommes aussi une nation américaine. Nous avons essayé de projeter cette réalité et ce faisant, nous avons compris un peu mieux que nous avons nos coudées franches et qu'il n'est pas anti-américain de différer parfois des Etats-Unis.

Reporter: Estimez-vous que les Etats-Unis tirent de fausses conclusions de l'attitude du Canada et qu'ils l'interprètent comme de l'anti-américanisme ou une absence de coopération?

M. Sharp: Je ne le pense pas. Le cas de la Chine est intéressant à cet égard. Aux Etats-Unis, on interprétait communément l'attitude du Canada comme signifiant que notre pays s'était embarqué dans une politique de la Chine différente de celle des Etats-Unis. Que s'est-il produit? A peine étions-nous entrés en relations diplomatiques avec Pékin que M. Nixon a déclaré: "J'estime que le moment est venu pour les Etats-Unis d'avoir des relations sous une certaine forme avec ce grand pays", pays avec lequel ils n'en entretenaient aucune. Je ne pense pas qu'il y ait là une différence fondamentale de politique. Il en va de même pour nos relations avec l'Union soviétique. Nous avons été critiqués au Canada au sujet de la réaction qui s'est produite aux Etats-Unis. Il y a eu des critiques pour dire ici: "Le Canada resserre ses relations avec Moscou juste pour contrarier les Etats-Unis". Voyez ce qui s'est produit. M. Nixon a annoncé: "Je vais à Moscou". Il est important, je crois, que nous améliorions nos relations avec d'autres grands pays. Je crois que tout ceci repose sur une manière plutôt étroite de voir les choses et que dans les deux pays nous commençons à comprendre que le monde est plus grand que l'Amérique du Nord.

Reporter: Pourquoi les Canadiens craignent-ils la domination économique des Etats-Unis?

- M. Sharp: C'est parce qu'elle est si lourde. Il n'y a aucun autre pays au monde où le degré de la propriété étrangère soit si élevé. Il n'y a aucun autre pays dans le monde comme le Canada, où on lit les publications et les magazines des Etats-Unis, où on écoute la radio américaine et où on regarde les émissions télévisées des Etats-Unis; et pourtant, nous sommes déterminés à maintenir, si nous le pouvons, le caractère unique de notre pays. Ce n'est pas anti-américain, c'est simplement inspiré du désir d'avoir un pays qui soit bien nôtre, qui possède ses propres institutions; nous devons donc nous opposer à la domination américaine, sinon nous serons débordés. De l'avis de certains, nous avons déjà commencé à descendre la pente. Je ne le pense pas. Je crois que nous avons gardé certaines valeurs et une certaine intégrité sur lesquelles nous pouvons construire. Je crois donc que c'est aussi simple que ça.
- Reporter: Beaucoup de Canadiens croient-ils que les Etats-Unis ont l'intention de dominer le Canada sur le plan économique?
- M. Sharp: Je ne le pense pas. Il ne s'agit pas d'une intention de la part du Gouvernement des Etats-Unis. Mais le sentiment de ces personnes est que le Canada est parfois considéré comme un autre Etat de l'union aux fins économiques et c'est ce qui déplaît naturellement aux Canadiens. Le Canada est un pays différent et quiconque vient au Canada et fait des affaires doit observer les façons canadiennes de procéder, les lois et institutions canadiennes et la politique du Canada. C'est donc une attitude toute naturelle et c'est celle qui règne depuis la fondation du pays. De fait, l'une des raisons de l'établissement de la nation canadienne a été la crainte que les Etats-Unis cherchent à s'étendre vers le Nord, après la guerre civile, suivant la doctrine de la destinée manifeste. Je crois que cette doctrine est morte, mais néanmoins certains éléments sont entrés en jeu qui résultent de la grande vigueur, du grand dynamisme des Etats-Unis que nous admirons tant, mais que nous ne voulons pas devoir accepter. Nous voulons, si nous le pouvons, avoir notre propre civilisation dans la moitié septentrionale du continent américain.
- Reporter: Un ancien premier ministre canadien a exprimé des inquiétudes au sujet de ce qu'il a appelé "l'ouragan d'un anti-américanisme viril et dangereux au Canada". Considérez-vous ce propos comme inexact?
- M. Sharp: En ce qui concerne le mot "ouragan" il n'est certainement pas juste. Il est faux de dire que les Canadiens sont anti-américains. Tout gouvernement, et nous en avons eu

maintes fois la preuve dans le passé, tout gouvernement canadien qui suit une politique antiaméricaine perd aux élections suivantes. L'expérience nous l'a souvent montré. C'est avec le plus grand soin que les gouvernements doivent suivre la ligne médiane entre une politique pro-canadienne et la résistance à la domination des Etats-Unis. Mais tout gouvernement qui va trop loin dans un sens ou dans l'autre, soit en direction d'une intégration possible avec les Etats-Unis, soit dans le sens de l'antiaméricanisme, perd presque invariablement.

Reporter:

Vous avez soulevé la question de l'élément politique en jeu dans l'attitude à l'égard des Etats-Unis; la politique a-t-elle joué un rôle dans l'attitude du Canada au cours des négociations commerciales? Je veux dire par là, est-il politiquement impossible que le Gouvernement canadien fasse des concessions commerciales aux Etats-Unis, avec la venue prochaine d'élections?

M. Sharp:

Lorsque vous parlez de concessions en matière de commerce, je crois que vous allez vraiment au coeur du problème. Prenez l'Accord relatif aux produits de l'industrie automobile. Cet accord comportait censément une valeur égale pour les deux pays, et il a été signé dans cet esprit. Nous sommes tout à fait prêts à le renégocier, mais nous ne sommes pas enclins à dire que nous devons faire des concessions aux Etats-Unis. Nous voulons renégocier l'accord, et élaborer une entente qui soit mutuellement satisfaisante pour les deux parties. D'autre part, le Canada est prêt à jouer son rôle pour l'amélioration de la situation monétaire mondiale, de la situation mondiale du commerce. Par exemple, nous avons rendu notre monnaie flottante bien avant tout autre pays, ce qui a contribué à la stabilité de la situation monétaire mondiale. Nous avons formulé des concessions dans le cadre de la Négociation Kennedy. Et il s'agissait de véritables concessions! Nous avons avancé la date à laquelle nous abaisserions nos tarifs douaniers. C'était là une concession véritable, mais qui ne s'adressait pas seulement aux Etats-Unis. Ce fut fait afin d'améliorer le climat du commerce mondial. Voilà le genre de choses que nous sommes prêts à faire, mais si l'on vient nous dire: "vous êtes dans l'obligation de faire des concessions unilatérales", là nous rejetons la proposition.

Reporter: Pourquoi? Pour des raisons de balance du commerce et de balance des paiements?

M. Sharp: Nous avons, vous le savez, subi un déficit commercial très important pendant des années et nous en sommes enfin arrivés au point où nous commençons à pouvoir gagner suffisamment pour payer l'intérêt sur nos emprunts et nos dividendes, etc. Nous ne considérons pas que c'est une situation anormale. Nous ne savons pas si la chose continuera, mais nous cherchons depuis des années à améliorer notre position de manière à ne pas dépendre, comme c'était le cas, de vastes importations de capitaux. C'est une aspiration légitime, et qui n'est pas contraire aux intérêts des Etats-Unis.

Reporter: Monsieur le ministre des Affaires étrangères, estimez-vous déraisonnables les exigences des Etats-Unis en matière de concessions commerciales?

M. Sharp: A vrai dire, je ne sais trop comment répondre à cette question, parce qu'il n'y a qu'un point litigieux qui soit vraiment important entre nous et les Etats-Unis, à savoir le pacte de l'automobile. Sur ce point, quant à moi, les négociations doivent être menées rondement et elles durent déjà depuis des mois; en fait, elles ont commencé bien avant que le Président Nixon ne rende son programme public le 15 août dernier. Les Etats-Unis désirent apporter certaines modifications à cet accord, et nous avons nos propres intérêts à protéger. A ce jour, nous ne pouvons accepter la position qu'ont adoptée les Etats-Unis. Toutefois, ce n'est pas là une situation exceptionnelle. J'ai participé à de nombreuses négociations et, à un certain stade, il faut en arriver à un accord; il semble que nous n'ayons pas encore atteint ce stade. Il va de soi que nous pourrions toujours dénoncer l'accord, mais selon moi, ni l'un ni l'autre des deux pays, soucieux des intérêts des consommateurs ou des producteurs, ne veut le faire. C'est pourquoi je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Je ne sais vraiment pas ce que, à la longue, les Etats-Unis accepteront ni ce que nous accepterons sur le plan des négociations économiques. Un accord a été négocié et maintenant, les Etats-Unis voudraient le renégocier pour en modifier les clauses. C'est assez normal. Pour notre part, nous avons nos propres intérêts à défendre et nous refusons certaines propositions des Etats-Unis. Tôt ou tard cependant, nous devons inéluctablement nous mettre d'accord. Toutefois, nous n'en sommes pas encore arrivés là.

Reporter: Soyons réalistes et parlons franc: le Canada peut-il en arriver à un accord pour modifier le pacte de l'automobile avant la tenue des élections dans notre pays et sans donner à l'électorat l'impression que vous avez cédé aux Etats-Unis?

M. Sharp: Ce serait très difficile, j'en conviens; le problème, c'est qu'au cours des négociations, on a adopté certaines attitudes. Certaines de ces attitudes découlent d'un malentendu, mais cela n'a pas vraiment d'importance. En fait, les partis politiques ont commencé à prendre position. C'est pourquoi le tout est devenu une question électorale. C'est malheureux, mais c'est comme ça. Je crois qu'aux Etats-Unis également, on a ouvert le débat à ce sujet dans certaines circonscriptions du Congrès de certains Etats. Voilà une des réalités auxquelles un homme politique doit faire face. L'art du politique est l'art du possible, et c'est également l'art du compromis. C'est pourquoi je crois qu'à longue échéance, nous viendrons à bout de résoudre le problème. Toutefois, la façon d'aborder la question a pour effet d'aggraver les difficultés au lieu de les minimiser.

Reporter: De sorte qu'il serait réaliste d'affirmer que cette question n'est pas susceptible d'être réglée avant la tenue des élections dans l'un et l'autre pays.

M. Sharp: C'est-à-dire que je connais la date des élections dans votre pays, mais je ne sais pas quand les nôtres auront lieu. Nous n'avons pas encore pris de décision à ce sujet. Je dirais donc qu'advenant des élections prochaines, il serait difficile d'en arriver à un règlement avant les élections. D'autre part, comme j'ignore la date des élections au Canada, je ne puis vraiment pas donner de réponse plus précise.

Reporter: On a beaucoup parlé des concessions que devrait faire le Canada. Quelles sont les concessions que le Gouvernement canadien souhaiterait que les Etats-Unis fassent en matière d'échanges commerciaux?

M. Sharp: Nous pouvons avoir de nombreux "griefs" contre les Etats-Unis en matière d'échanges, tout comme les Etats-Unis en ont à notre endroit. Par exemple, il y a cette prétendue clause de fabrication dans le domaine de l'édition par laquelle les Etats-Unis nous empêchent d'imprimer des livres au Canada-- de publier des livres au Canada. Il y a les restrictions très rigoureuses dont vous frappez l'uranium. Nous disposons de quantités considérables d'uranium que nous souhaiterions bien vendre aux Etats-Unis. A ce sujet, nous estimons que votre démarche est une entorse aux accords commerciaux que vous avez conclus avec nous. Nous avons donc un certain nombre de points litigieux que nous aimerions négocier avec les Etats-Unis. C'est pourquoi nous nous inscrivons en faux contre l'idée selon laquelle c'est le Canada qui devrait faire des concessions sous prétexte que certaines choses irritent les Américains. Il se trouve que nous aussi avons des sujets d'irritation, et que c'est au cours de négociations commerciales qu'il est possible d'aplanir ces difficultés. Je dois toutefois ajouter que je suis très heureux de constater que les Gouvernements tant canadien qu'américain sont favorables à une seconde ronde de négociations. Nous avons éprouvé une vive satisfaction lorsque le Gouvernement des Etats-Unis a clairement indiqué qu'il favorisait la libéralisation du commerce, car c'est là notre politique depuis le début.

Reporter: Le Canada s'est-il formalisé de la menace que M. John Connally faisait pour ainsi dire peser sur lui, quant aux mesures qu'on pourrait prendre à cause de la détérioration des négociations commerciales canado-américaines?

M. Sharp: Oh! les hommes politiques se laissent souvent emporter dans le feu de l'action. Je ne sais quelle importance il faut accorder aux propos de M. Connally. Ce que je sais, c'est que le volume de nos échanges est considérable. Vous savez sans doute que le volume des échanges entre le Canada et les Etats-Unis est plus élevé qu'entre n'importe quels autres pays, et représente quelque vingt milliards de dollars. Ce que M. Connally ou certains Canadiens peuvent affirmer ne saurait modifier le cours des événements. Nous demeurons de très, très gros commerçants. Même les difficultés que nous connaissons à l'heure actuelle ne diminuent pas vraiment la masse de notre commerce. C'est pourquoi je suis fondamentalement optimiste. Je n'attache pas tellement d'importance à ce qu'un homme politique en particulier peut déclarer à un moment donné.

Reporter: Les Etats-Unis semblent avoir nettement l'impression que le Canada a effectué un retrait au cours des pourparlers commerciaux par rapport à sa position initiale alors qu'il offrait plus qu'il ne le fait en fin de compte.

M. Sharp: Oui, j'ai entendu dire cela. Je ne suis pas d'accord. Je pourrais rétorquer que les Etats-Unis auraient pu accepter nos propositions plus tôt de façon à nous éviter tout cet imbroglio.

Reporter: L'opinion veut que le Canada ait fait marche arrière parce que la surtaxe a été levée et que si cela s'était produit plus tard, le Canada se serait vu pressé de s'en tenir à sa position initiale.

M. Sharp: Je ne suis pas du tout d'accord avec cette interprétation. Nous nous sommes évidemment opposés à la surtaxe comme telle, parce que, avons-nous dit, nous ne sommes pas coupables des "crimes" que le Président a dénoncés, notamment celui selon lequel notre devise serait sous-évaluée ou que nous frappions de restrictions arbitraires les importations en provenance des Etats-Unis. Les Etats-Unis n'ont pu étayer d'aucune preuve l'une ou l'autre accusation. C'est pourquoi nous avons répliqué: "pourquoi nous imposer la surtaxe à nous?" C'est par la suite que les Etats-Unis ont répondu: "soit, mais votre situation s'est améliorée et vous devez de faire quelque chose." Cependant, nous n'estimions pas que l'amélioration de notre situation constituait un crime c'est pourquoi nous n'avons jamais accepté que la surtaxe de 10% s'applique au commerce canado-américain. Les Etats-Unis ont alors déclaré qu'ils ne pouvaient faire d'exception. Cela est bien beau, mais nous maintenons toujours notre position du début selon laquelle la raison qui forçait les Etats-Unis à recourir à la surtaxe ne valait pas dans le cas des échanges canado-américains. Ces difficultés ne se présentaient. C'est pourquoi nous avons toujours considéré la surtaxe de 10% comme n'étant pas pertinente. Nous nous sommes réjouis lorsqu'on l'a levée. Cependant, cela n'aurait aucunement modifié notre attitude quant aux autres questions.

Reporter: On convient facilement que le Canada ne peut faire les concessions que les Etats-Unis souhaiteraient qu'il fasse parce que le Canada aurait l'air de céder. Toutefois, il existe bien d'autres domaines où le Canada peut agir et qui l'aideraient également, comme des allocations plus généreuses pour les touristes, mesure qu'apprécierait le public. Le Canada est-il tellement obsédé par l'idée qu'il ne doit pas céder aux Etats-Unis qu'il lui devient impossible de prendre des mesures qui seraient avantageuses également pour les Canadiens?

M. Sharp: Non, je ne le crois pas. C'est pourquoi j'ai mentionné au début de cet interview qu'il n'existait vraiment qu'un point litigieux entre nous, soit le pacte de l'automobile. N'eût été de cela, nous n'aurions eu aucun problème

Reporter: Mais les autres mesures y seraient également rattachées?

M. Sharp: Non, pas nécessairement. C'est là où je diffère d'opinion avec, disons, M. Connally. Le pacte de l'automobile constitue un accord

en soi, un accord bilatéral entre le Canada et les Etats-Unis, il n'a rien à voir avec la surtaxe de 10%.

Reporter: Je maintiens ma question. Pourquoi ne peut-on prendre ces autres mesures?

M. Sharp: Bien, nous verrons s'il y a lieu de les prendre ou pas. Il est certain que nous prendrons des mesures conformes à notre propre intérêt. C'est pourquoi j'ai dit que c'est seulement en ce qui concerne le pacte de l'automobile que nous avons éprouvé de sérieuses difficultés. N'eût été le pacte de l'automobile, ces mesures n'auraient créé aucune difficulté. C'est pourquoi j'estime qu'il est déplorable que la question du pacte de l'automobile ait été soulevée dans le cadre du problème de la surtaxe.

Reporter: Merci, Monsieur.